



ERRATUM

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES FABRIQUES DE CIMENT

n° 10601

**CCT n° 57696
du 17.05.2001**

Correction du texte néerlandais :

- à l'article 7, alinéa 5, les termes « De lokale **besturen** verbinden zich tot de voorafgaandelijke informatie evenals de periodiciteit omtrent **alle** belangrijke of **grote werkzaamheden** » sont remplacés par « De lokale besturen verbinden zich tot de voorafgaandelijke informatie omtrent **alle** belangrijke of grote werkzaamheden ».
- à l'article 8, § 2, 1^{er} alinéa, les termes « Het **halftijds brugpensioen** is in het **paritair** subcomité voor de cementfabrieken van toepassing **conform** de CAO » sont remplacés par « Het halftijds brugpensioen is in subsector van toepassing conform de CAO ».
- le titre « VI. Toenadering van de **statuten** » est remplacé par « VI. Toenadering van de statuten **arbeidersbedienden** ».
- à l'article 14, les termes « de bijkomende extra légale verzekering wordt verhoogd

ERRATUM

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE CEMENTFABRIEKEN

nr 10601

**CAO nr 57696
van 17.05.2001**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- in artikel 7, alinéa 5, de woorden « De lokale besturen verbinden zich tot de voorafgaandelijke informatie evenals de periodiciteit omtrent **alle** belangrijke of grote werkzaamheden » **vervangen** door « De lokale besturen verbinden zich tot de voorafgaandelijke informatie omtrent **alle** belangrijke of grote werkzaamheden ».
- in artikel 8, § 2, alinéa 1, de woorden « Het halftijds brugpensioen is in het **paritair** subcomité voor de cementfabrieken van toepassing conform de CAO » vervangen door « Het halftijds brugpensioen is in subsector van toepassing conform de CAO ».
- de **titel** « VI. Toenadering van de statuten » vervangen door « VI. Toenadering van de statuten **arbeidersbedienden** ».
- in artikel 14, de woorden « de

tot 42.141,90 Euro » sont remplacés par « de bijkomende extra legale verzekering wordt verhoogd vanaf 1 januari 2001 tot 42.141,90 Euro ».

Correction du texte français :

- à l'article 14, les termes « L'indemnité complémentaire journalière de 1.24 Euro par jour est supprimée » sont remplacés par « L'indemnité complémentaire journalière de 1.24 Euro par jour aux travailleurs accidentés du travail est supprimée ».

Décision du 27.08.2002

bijkomende extra legale verzekering wordt verhoogd tot 42.141,90 Euro » **vervangen** door « de bijkomende extra legale verzekering wordt verhoogd vanaf 1 januari 2001 tot 42.141,90 Euro ».

Verbetering van de Franstalige tekst :

- in **artikel** 14, de woorden « L'indemnité complémentaire journalière de 1.24 Euro par jour est supprimée » vervangen door « L'indemnité complémentaire journalière de 1.24 Euro par jour aux travailleurs accidentés du travail est supprimée ».

Beslissing van 27.08.2002

9

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL OUVRIERS 2001-2002

SOUS-COMMISSION **PARITAIRE** POUR LES **FABRIQUES** DE CIMENT

DU 17 MAI 2001

La présente convention collective de travail est conclue au sein de la sous-commission paritaire pour les fabriques de ciment (n° 106.1).

Entre d'une part :

Les organisations des Travailleurs :

La Centrale Générale F.G.T.B. représentée par Messieurs J.C. HUMBERT, J.Ph. PITON, M. RAPAILLE et F. TIHON;

La C.S.C. Bâtiment et Industrie représentée par Messieurs F. LICATA, B. CASTEELS, W. DUBRUILLE et P. CUPPENS.

et d'autre part :

L'organisation des Employeurs : la Fédération de l'Industrie Cimentière :

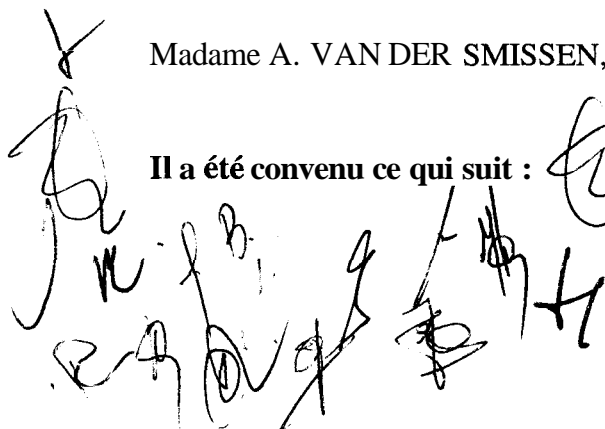
La S.A. Ciments d'Obourg à 7034 Mons et la S.A. Ciments de Haccourt à 4684 Haccourt représentées par Messieurs Ch. DESAMORY, R. HIANCE, A. LECLERCQ.

La S.A. Cimenteries CBR Cementbedrijven, Chaussée de la Hulpe, 185 à 1170 Bruxelles représentée par Messieurs Ph. CESAR, F. DELCOUR, P. GROENINCKX et I. SURY.

Monsieur J. GOLD, Président de la Commission Restreinte.

Madame A. VAN DER SMISSEN, Secrétaire de la Commission Restreinte

Il a été convenu ce qui suit :



WEEERLEGGING-DÉPÔT

22-05-2001

REGISTR.-ENREGISTF

29-06-2001

NR
N° 57.636

10601

I. INTRODUCTION

Champ d'application

Article 1^{er} - La présente convention s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la sous-commission paritaire pour les fabriques de ciment (106.1).

On entend par "ouvrier", les ouvriers et ouvrières.

Objet

Article 2 - La présente convention collective de travail est conclue en application de l'accord interprofessionnel du 22 décembre 2000 et de ses arrêtés d'exécution pour les années 2001 et 2002.

Durée

Article 3 - La présente convention collective de travail est conclue pour une durée de deux ans, du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2002 inclus.

Force obligatoire

Article 4 - Les parties signataires demandent que la présente convention collective soit rendue obligatoire par Arrêté Royal.

II. BIEN-ETRE AU TRAVAIL ET ENVIRONNEMENT

Article 5 - Les entreprises du secteur cimentier estiment que la santé et la protection des travailleurs ainsi que la prévention sont des préoccupations essentielles.

Les sociétés cimentières ont inscrit dans leur mission d'être un acteur proactif dans le cadre du développement durable. A cette fin, la valorisation des combustibles et matières de substitution doit se dérouler de manière fiable tant au niveau de la santé des travailleurs et du voisinage que de la qualité du ciment et que de l'impact sur l'environnement.

Handwritten signatures and initials in the left margin, including a large signature at the bottom.

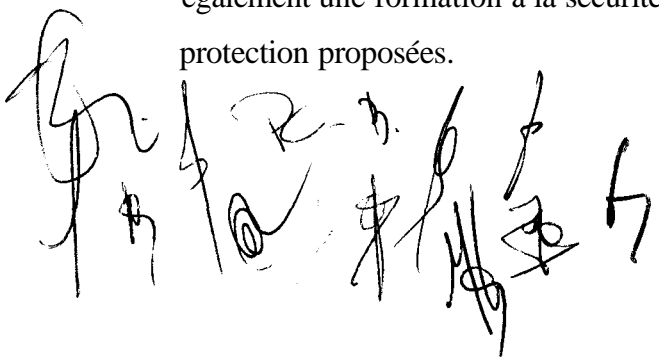
Certaines de nos usines valorisent des matières ou combustibles alternatifs. Ceux-ci peuvent varier d'une usine à l'autre en fonction de leur processus de fabrication.

Depuis plusieurs années déjà, elles analysent l'incidence des combustibles et matières de substitution sur l'environnement et la santé des travailleurs avec des autorités scientifiques et médicales ainsi que des professeurs d'université dans le respect des normes et législations en vigueur.

Les sociétés du secteur s'engagent à :

- Mettre à la disposition des représentants sectoriels et d'entreprises des travailleurs, toute l'information disponible et demandée et ce, d'une façon compréhensible par les travailleurs. Nous pensons entre autres aux informations suivantes :
 - o Nature et origine des déchets / substances concernés et manipulés ;
 - o Les résultats des mesurages exécutés par les services externes de prévention et de protection, le résultat des mesurages exécutés par les services internes de prévention et de protection, ainsi que par tout laboratoire de l'entreprise habilité à réaliser des analyses de qualité, et qui ont lieu sur les différents postes de travail ;
 - o Les études portant sur ces thèmes, exécutées ou en cours d'exécution, tant dans notre pays qu'à l'étranger ;
 - o Tous les travailleurs qui de l'une ou l'autre façon entrent ou sont entrés en contact avec des déchets problématiques, e.a. lors de l'apport des déchets et l'entretien des fours, doivent être suivis médicalement de façon plus intensive. Ce suivi se fera par la voie de méthodes qui, tenant compte des connaissances actuelles de la médecine, donnent les résultats les plus fiables.
 - o Par la voie de collaborations entre les services de prévention et de protection interne et externe, il y a lieu de procéder à une analyse et à une évaluation des risques. Les entreprises du secteur s'engagent à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures de prévention et de protection collectives et personnelles mises en œuvre.

Tous les travailleurs exposés doivent non seulement recevoir l'information nécessaire, mais également une formation à la sécurité portant sur le bon usage des mesures de prévention et de protection proposées.



III. RECONDUCTION DES ACCORDS PRECEDENTS.

Heures à reprendre

Article 6 - Le processus de production en feu continu et les pointes d'activités conjoncturelles spécifiques au secteur cimentier justifient le maintien d'horaires de travail générant des heures à reprendre. Les entreprises du secteur réaffirment leur volonté de réduire le volume d'heures à reprendre et de tout mettre en œuvre pour atteindre les objectifs définis ci-après :

- 1) Les usines s'engagent à poursuivre l'objectif de solde d'heures à reprendre par travailleur d'environ cinquante heures à apprécier globalement sur la durée de la convention.
- 2) La planification de la reprise de ces heures sera effectuée en fonction des impératifs de la production.

Travaux aux tiers

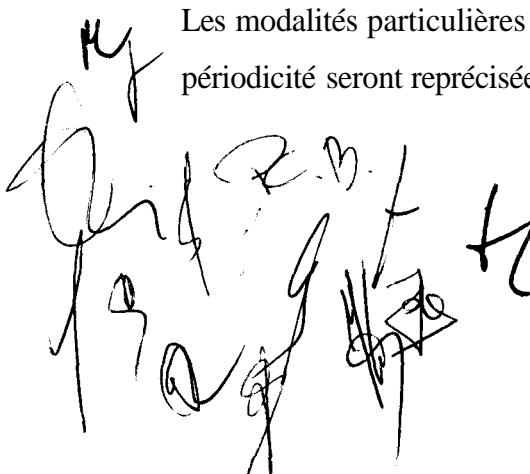
Article 7 - Les parties réaffirment leur volonté de respecter l'esprit et la lettre de l'article 5 de la CCT 1997-1998 qui est le suivant :

"Les partenaires sociaux entendent continuer à privilégier l'occupation de travailleurs en cimenterie. Les travaux cimentiers à caractère permanent ne seront pas sous-traités (référence : chapitre I de la section 2 de la Réglementation des Relations Industrielles).

Les directions des usines, responsables de la gestion et du recours à la sous-traitance, reconnaissent le droit à l'information du personnel et de ses représentants.

Elles s'engagent à améliorer, au sein de leurs usines respectives, le dialogue avec les représentants du personnel en privilégiant le rôle respectif de la délégation syndicale et/ou du conseil d'entreprise. Les directions locales procéderont à l'information préalable pour tous travaux importants, connus et planifiés.

Les modalités particulières du processus d'information et du contenu de l'information et de sa périodicité seront précisées localement en veillant à respecter les pratiques déjà existantes. »



Prévisions

Article 8 - Les accords existants en matière de prépension sont prolongés du 1er janvier 2001 au 31 décembre 2002 inclus, conformément aux dispositions de l'accord interprofessionnel du 22 décembre 2000 et de ses arrêtés d'exécution.

§1. Prépension temps plein

1.1. Conditions d'accès

- a) Pour les ouvriers ayant atteint ou atteignant au plus tard le 31 décembre 2002, l'âge de 58 ans et plus et satisfaisant aux conditions de l'A.R. du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension;
- b) Pour les ouvriers ayant atteint 55 ans et pouvant justifier 38 ans de carrière professionnelle en tant que travailleur salarié en application de la section 2, article 3 §1~~er~~de l'A.R. du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi de l'allocation de chômage en cas de prépension conventionnelle reconfirmé et modifié par l'A.R. du 27 juin 1997, qui permet cette limite d'âge en vertu d'une convention collective de travail déposée au plus tard le 31 mai 1986 au greffe du service des relations collectives et qui était en vigueur sans interruption jusqu'au 31 décembre 2000.
- c) Pour les travailleurs postés âgés de 56 ans ou plus et pouvant prouver, au moment de la fin du contrat, 20 ans de régime de travail en équipes comportant des prestations de nuit tel que prévu à l'article 1 de la CCT n° 46 du ~~10~~ ^{23 mars} mai 1990, et 33 ans de carrière professionnelle comme salarié.

1.2. Conditions financières

Durant la période couverte par la présente convention, les ouvriers bénéficient de l'indemnité patronale suivante :

Age de départ en prépension	Montant mensuel au 1er janvier 2001
59 à 65 ans	817,83 991,35 Euro
58 ans	700,99 Euro
55 à 57 ans	696,08 Euro

[Handwritten signatures and notes in the bottom left corner, including a large 'K' and various scribbles.]

La révision annuelle prévue au recueil des conventions collectives C.N.P.I.C. est maintenue et appliquée en début de chaque année.

§2. *Prépension mi-temps*

La prépension mi-temps est d'application dans le sous-secteur en vertu de la CCT du 15 juin 1994 et est prolongée pour la période couverte par la présente convention en application des dispositions de l'accord interprofessionnel du 22 décembre 2000 et de ses arrêtés d'exécution.

2.1. Conditions d'accès

L'âge d'accès à la prépension mi-temps est fixé sur base de la loi du 26 juillet 1996 (art 26), de l'accord interprofessionnel du 22 décembre 2000 et de ses arrêtés d'exécution à 55 ans et 25 années de carrière professionnelle comme salarié.

2.2. Conditions financières

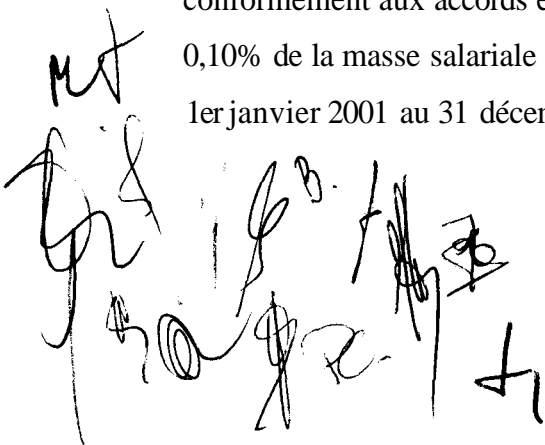
- L'indemnité complémentaire à charge de l'employeur est calculée conformément aux dispositions de la CCT n°55 du 13 juillet 1993 et de la convention collective sectorielle Plan d'Entreprise du 15 juin 1994.
- La structure de la rémunération et les modalités de départ sont fixées conformément à la CCT sectorielle Plan d'Entreprise du 15 juin 1994.

2.3. Modalités de remplacement

Le remplacement de l'ouvrier prépensionné se fera conformément aux dispositions légales. Le passage d'un travailleur dans le régime de prépension mi-temps devra tenir compte des contraintes d'organisation du travail et des possibilités de remplacement à mi-temps.

Groupes à risques

Article 9 - Les parties signataires de la présente convention sont d'accord de poursuivre, conformément aux accords existants dans le sous-secteur, leurs actions en matière d'utilisation des 0,10% de la masse salariale déclarée à l'Office National de Sécurité Sociale pendant la période du 1er janvier 2001 au 31 décembre 2002.



IV. FORMATION PROFESSIONNELLE

Article 10 - Dans le cadre des engagements de l'accord interprofessionnel 2001-2002 en matière de formation professionnelle, les entreprises du sous-secteur s'engagent à consentir un effort pour la formation à concurrence de 1,6% des rémunérations brutes déclarées à l'ONSS pour la période 2001-2002.

Une information et un dialogue sur les plans de formations et leur suivi se feront en conseil d'entreprise.

Les efforts existants déjà au niveau des entreprises en matière de formation professionnelle pour ouvriers seront pris en considération pour le calcul du pourcentage susmentionné.

V. INTERRUPTION ET FIN DE CARRIERE

Article 11 - Mise en application du droit au crédit-temps prévu par la CCT n°77 conclue au sein du Conseil National du Travail, instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps.

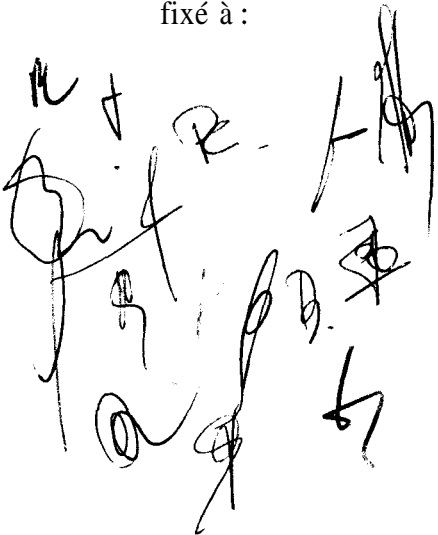
L'exercice de ce droit devra tenir compte des contraintes d'organisation du travail.

VI. RAPPROCHEMENT DES STATUTS OUVRIERS-EMPLOYES

Délai de préavis

Article 12 -

§1. Par dérogation aux dispositions de l'article 59 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, le délai de préavis à observer par l'employeur lors de la cessation du contrat de travail est fixé à :



Ancienneté	Préavis
6 mois à < 5 ans	35 jours
5 ans à < 10 ans	56 jours
10 ans à < 15 ans	84 jours
15 ans à < 20 ans	126 jours
20 ans à < 25 ans	168 jours
25 ans et plus	196 jours

§2. Les délais de préavis donnés par l'employeur dans le cadre d'un licenciement en vue de la prépension suivent les dispositions de l'article 59 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, à savoir :

Ancienneté	Préavis
< 20 ans	28 jours
≥ 20 ans	56 jours

§3. Les délais de préavis donnés par l'ouvrier suivent les dispositions de l'article 59 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Ancienneté	Préavis
< 20 ans	14 jours
≥ 20 ans	28 jours

Maladie

Article 13 - L'indemnité journalière de maladie est octroyée du 31^{ème} jour au 365^{ème} jour. Elle est augmentée à : - 2,48 Euro régime 5 jours
- 2,06 Euro régime 6 jours

Le complément conventionnel au pécule de vacances de 0,47 Euro/jour régime 5 jours et 0,40 Euro/jour régime 6 jours est supprimé.

Handwritten signatures and initials:
 ct
 [Signature]
 [Signature]
 [Signature]
 [Signature]
 [Signature]

*aux travailleurs
accidentés du travail*

Accidents du travail

Article 14 - Le plafond de l'assurance complémentaire-loi est porté à partir du 1^{er} janvier 2001 à 42.141,90 Euro. L'indemnité complémentaire journalière de 1,24 Euro par jour est supprimée à partir du 1^{er} janvier 2001.

VII. POUVOIR D'ACHAT

Salaire de base

Article 15 - Au 1^{er} janvier 2001, les salaires horaires bruts seront augmentés de 0,3718 Euro.

Primes d'équipes

Article 16 - Les primes d'équipe sont exprimées en pourcentage d'un salaire de référence.

A partir du 1^{er} janvier 2001, la catégorie H est intégrée dans le salaire de référence.

Le salaire de référence est modifié de la manière suivante :

Moyenne arithmétique des salaires catégoriels de 4 à 7 et de B à H.

Prime trimestrielle

Article 17 - La prime trimestrielle est portée de 86,76 Euro à 111,55 Euro par trimestre à partir du 1^{er} janvier 2001.

Prime de fin d'année

Article 18 - La catégorie H est intégrée dans le salaire de référence pour le calcul de la prime de fin d'année.

Le salaire de référence est à partir du 1^{er} janvier 2001, le salaire horaire moyen de base de décembre calculé sur base des catégories 4 à 7 et B à H.

Prime syndicale

Article 19 - La prime syndicale pour les travailleurs actifs et les prépensionnés est portée de 104,12 Euro à 116,51 Euro à partir de l'année 2001.

Frais de déplacement

Article 20 - L'indemnité pour frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail est portée de 0,99 Euro à 1,49 Euro par journée de travail entamée.

VIII. CLASSIFICATION

Article 21 - La spécificité de chacun des deux groupes et de leurs usines justifie un traitement différent de ce point. Chaque usine aura la faculté de mettre en place un groupe de travail à ce sujet.

IX. CONGE D'ANCIENNETE

Article 22 - Un jour d'ancienneté est accordé pour les travailleurs ayant une ancienneté de plus de 30 ans dans la société

X. PASSAGE A L'EURO

Article 23 - La conversion et les arrondis des montants inscrits dans le recueil des conventions collectives du secteur cimentier se feront au 31 décembre 2001 selon les modalités des conventions collectives de travail au Conseil National du Travail n° 69 du 17 juillet 1998, n°70 du 15 décembre 1998 et du 30 mars 2001.

Article 24 – Le tableau ci-après reprend en première colonne les articles ou éléments d'articles se rapportant à la présente convention collective de travail. La deuxième colonne reprend les montants exprimés en EURO et la troisième colonne les montants exprimés en francs belges valables du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2001.

ARTICLE 8		ARTICLE 8	
Prépension temps plein	EURO	BEF	Voltijds brugpensioen
1.2. Conditions financières			Financiële voorwaarden
59 à 65 ans	991,35 817,83	39.991 32.991	59 tot 65 jaar
58 ans	700,99	28.278	58 jaar
55 à 57 ans	696,08	28.080	55 tot 57 jaar
ARTICLE 13		ARTICLE 13	
Indemnité journalière maladie	EURO	BEF	Dagelijkse ziektevergoeding
Alinéa 1	2,48	100	Eerste lid
	2,06	83	
Complément conventionnel pécule de vacances	0,47	19	Conventionele aanvulling aan het wettelijk vakantiegeld
Alinéa 2	0,40	16	Tweede lid
Article 14		Article 14	
Accident du travail	EURO	BEF	Arbeidsongevallen
Alinéa 1	42.141,90	1.700.000	Eerste lid
Article 15		Article 15	
Pouvoir d'achat	EURO	BEF	Koopkracht
Alinéa 1	0,3718	15	Eerste lid
Article 17		Article 17	
Prime trimestrielle	EURO	BEF	Driemaandelijke vergoeding
Alinéa 1	111,55	4.500	Eerste lid
Article 19		Article 19	
Prime syndicale	EURO	BEF	Vakbondspremie
Alinéa 1	116,51	4.700	Eerste lid
Article 20		Article 20	
Frais de déplacement	EURO	BEF	Verplaatsingskosten
Alinéa 1	1,49	60	Eerste lid

XI. RECONDUCTION DES ACCORDS

Article 25 - Les accords antérieurs sont reconduits

XII. PAIX SOCIALE

Article 26 - Suivant les usages dans le secteur, la présente convention assure la paix sociale dans le secteur pendant sa durée. Les organisations syndicales s'engagent à n'introduire aucune demande à caractère collectif entraînant une augmentation du coût de cette convention.

Fait à Bruxelles, le 17 mai 2001

4

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VOOR ARBEIDERS 2001-2002

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE CEMENTFABRIEKEN

VAN 17 MEI 2001

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt afgesloten binnen het paritair subcomité voor de cementfabrieken (nr 106.1).

Tussen enerzijds :

De Werknemersorganisaties :

De Algemene Centrale A.B.V.V., vertegenwoordigd door de heren :

J.C. HUMBERT, J.Ph. PITON, M. RAPAILLE en F. TIHON;

Het A.C.V., Christelijke centrale voor Bouw en Industrie, vertegenwoordigd door de heren :

F. LICATA, B. CASTEELS, W. DUBRUILLE en P. CUPPENS.

en anderzijds :

De Werkgeversorganisatie : de Federatie van de Cementnijverheid :

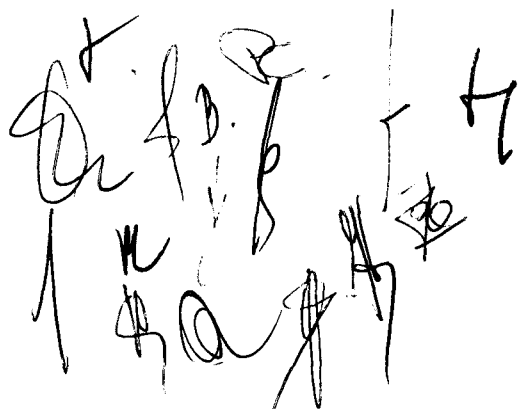
De N.V. OBOURG, te 7034 Mons en de N.V. Ciments de Haccourt, te 4684 Haccourt :
vertegenwoordigd door de heren : Ch. DESAMORY, R. HIANCE, A. LECLERCQ.

De N.V. Cimenteries CBR Cementbedrijven, Terhulpesteenweg 185 te 1170 Brussel,
vertegenwoordigd door de heren : Ph. CESAR, F. DELCOUR, P. GROENINCKX en I. SURY.

De heer Jacques GOLD, voorzitter van de Beperkte commissie.

Mevrouw Anne VAN DER SMISSEN, secretaris van de Beperkte commissie.

Er werd overeengekomen :



REGISTRATIENUMMERS
22-05-2001 25-05-2001

57.6861
10601

I. INLEIDING

Toepassingsgebied

Artikel 1. Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de Werkgevers en Arbeiders van de ondernemingen die afhangen van het Paritair Subcomité voor de cementfabrieken (106.1).

Met "Arbeiders" worden zowel arbeidsters als arbeiders geviseerd.

Betreft

Artikel 2 - De onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt afgesloten in toepassing van het interprofessioneel akkoord van 22 december 2000 en de uitvoeringsbesluiten voor de jaren 2001 en 2002.

Looptijd

Artikel 3 - De onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt afgesloten voor een duur van twee jaar, van 1 januari 2001 tot 31 december 2002.

Bindende kracht

Artikel 4 - Alle ondertekenende partijen vragen dat onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst bindend verklaard wordt via een Koninklijk Besluit.

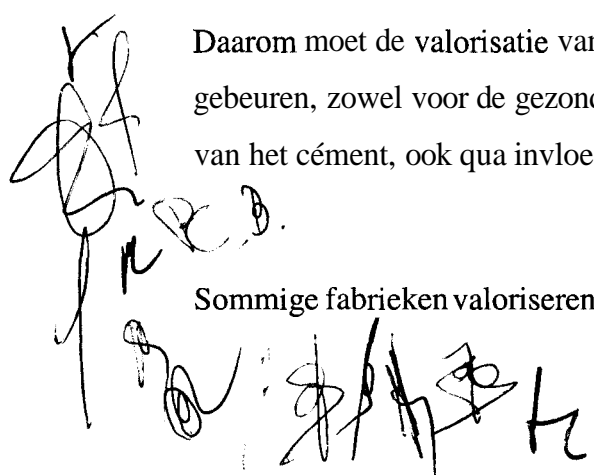
II. GEZONDHEID EN MILIEUZORG

Artikel 5 - De ondernemingen in de cementsector menendat de gezondheid, de bescherming van de werknemers en de preventie uiterst belangrijk zijn.

De cementbedrijven hebben in hun "*mission statement*" uitgeschreven dat ze een proactieve rol willen spelen in het kader van een duurzame ontwikkeling.

Daarom moet de valorisatie van brandstoffen en van vervangingsstoffen op een betrouwbare manier gebeuren, zowel voor de gezondheid van de werknemers en de buurtbewoners als voor de kwaliteit van het cément, ook qua invloed op het milieu.

Sommige fabrieken valoriseren alternatieve grondstoffen of brandstoffen. De toestand is echter



niet dezelfde in alle fabrieken, in functie van de productie processen.

Al jarenlang analyseren de bedrijven de effecten van deze vervangingsbrandstoffen en -grondstoffen op de gezondheid van de werknemers en op het milieu, in samenwerking met wetenschappelijke en medische bevoegde instanties en ook samen met universiteitsprofessoren. Daarbij worden uiteraard de bestaande normen en wetgevingen nageleefd.

De bedrijven in de sector verbinden zich ertoe :

- Alle beschikbare en gevraagde informatie op een door de werknemers begrijpbare manier ter beschikking van de sectoriële en ondernemingsvertegenwoordigers te stellen.

Er wordt onder meer aan de volgende informatie gedacht :

- o Aard en oorsprong van de afvalstoffen / betrokken en te verwerken stoffen ;
- o De resultaten van de metingen die door externe preventie- en beveiligingsdiensten uitgevoerd worden ; de resultaten van de metingen die door de interne preventie- en beveiligingsdiensten uitgevoerd worden of door een laboratorium van de onderneming dat bevoegd is om kwaliteitsanalyses op de verschillende werkposten uit te voeren ;
- o Het onderzoek dat omtrent deze thema's bestaat of gaande is, zowel in binnenland als in het buitenland ;
- o Alle werknemers die op een of andere manier in aanraking komen of waren met problematische afval, onder meer tijdens het aanvoeren van de afvalstoffen en het onderhoud van de ovens, dienen meer intensief medisch gevolgd te worden. Deze opvolging maakt gebruik van de technieken en méthodes die, gelet op de huidige beschikbare kennis in de geneeskunde, de beste resultaten waarborgen.
- o Dankzij de samenwerking tussen interne en externe preventiediensten worden de risico's geanalyseerd en geëvalueerd. De ondernemingen in de sector verbinden zich ertoe de doeltreffendheid van de preventie- en collectieve of persoonlijke beschermingsmaatregelen regelmatig te toetsen.

Alle blootgestelde werknemers krijgen niet alleen de noodzakelijke informatie maar daarenboven een veiligheidsopleiding m.b.t. het correct gebruik van de voorgedragen preventie- en beschermingsmaatregelen.

B. 4
[Handwritten signatures and initials]

III. VERLENGING VAN VORIGE AKKOORDEN

Inhaalrusturen

Artikel 6 - Het continu productieproces en de conjuncturele schommelingen die voor de cementsector kenmerkend zijn, noodzaken het behoud van uurroosters die inhaalrusturen opwekken. De ondernemingen in de sector bevestigen opnieuw hun wil allés in het werk te zetten om het volume inhaalrusturen te doen verminderen en volgende doelstellingen te verwezenlijken;:

- 1) De hierdoor betrokken fabrieken verbinden zich ertoe de doelstelling verder te zetten van een saldo van te recupereren uren van ongeveer vijftig uur per Arbeider, globaal te evalueren over de hele duur van de overeenkomst.
- 2) Het programmeren van het recupereren van deze meeruren zal rekening moeten houden met de productievereisten.

[Handwritten signatures and initials]

Werk aan derden

Artikel 7 - Alle partijen verbinden zich tot het naleven *in de geest en de letter* van artikel 5 van de CAO 1997-1998 :

"De sociale gesprekspartners willen de tewerkstelling van de cementarbeiders verder vooropstellen. Permanente cementbanen worden niet uitbesteed. (Ref.:Hoofdstuk I afdeling 2 van het Protocol van industriële relaties).

De fabrieksdirecties, verantwoordelijk voor het beheer en de noodzaak van beroep op onderaanneming, erkennen het recht op informatie van het personeel en zijn vertegenwoordigers. Ze verbinden zich tot het verbeteren, elkeen in eigen fabriek, van de dialoog met de personeelsafgevaardigden, en in de eerste plaats met respectievelijk de vakbondsafvaardiging en/of de afgevaardigden van de ondernemingsraad.

"De lokale besturen verbinden zich tot de voorafgaandelijke informatie evenals de ~~periodiciteit~~ omtrent alle belangrijke of grote werkzaamheden die vooraf bekend en gepland zijn.

De bijzondere modaliteiten en inhoud van deze informatie dienen per fabriek nader bepaald te worden, conform het bestaand gebruik."

Brugpensioen

Artikel 8 - De bestaande overeenkomsten inzake brugpensioen worden verlengd van 1 januari 2001 tot 31 december 2002, conform de bepalingen van het interprofessioneel akkoord van 22 december 2000 en de koninklijke uitvoeringsbesluiten.

§1. Voltijds brugpensioen

1.1.Toegangsvoorwaarden

a) Voor de Arbeiders die 58 jaar of meer zijn of die ten laatste op 31 december 2002 de leeftijd van 58 jaar of meer bereikt hebben en voldoen aan de voorwaarden gesteld in het K.B. van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen ;

b) Voor de Arbeiders die 55 jaar zijn en kunnen bewijzen 38 jaar in loondienst gewerkt te hebben, in toepassing van afdeling 2, artikel 3 § 1 van het K.B. van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen herbevestigd en gewijzigd door het K.B. van 27 juni 1997, dat deze leeftijdsgrens voorziet, krachten een collectieve arbeidsovereenkomst die ten laatste op 31 mei 1986 ter griffie van de

Handwritten notes and signatures:
H. B.
C. B.
L. B.
28

dienst van de collectieve arbeidsovereenkomst neergelegd werden en die van kracht was zonder onderbreking tot 31 december 2000 ;

c) Voor de Arbeiders die 56 jaar of ouder zijn, in ploegen werken en die op het einde van hun arbeidsovereenkomst 20 jaar werk in een ploegenstelsel kunnen aantonen, met nachtwerk, zoals voorzien in artikel 1 van de CAO nr. 46 van 10 mei 1990, en ook 33 beroepsjaren in loondienst kunnen bewijzen.

3 maart

1.2. Financiële voorwaarden

Gedurende de door de onderhavige overeenkomst gedekte duur, krijgende Arbeiders de hierna vermelde patronale vergoeding :

Brugpensioen : vertrekleeftijd	Maandelijks bedrag op 1 ^{ste} januari 2001
59 tot 65 jaar	817,83 991,35 Euro
58 jaar	700,99 Euro
55 tot 57 jaar	696,08 Euro

De jaarlijkse herziening, zoals bepaald in de bundel van de collectieve overeenkomsten van de NPCC blijft behouden, met toepassing op ieder jaarbegin.

§2. ~~Halfijds~~brugpensioen *de subsector*

Het halfijds brugpensioen is in het ~~paritair subcomité~~ voor de ~~cementfabrieken~~ van toepassing conform de CAO van 15 juni 1994 en wordt verlengd voor de duur van onderhavige overeenkomst, in toepassing van de bepalingen van het interprofessioneel akkoord van 22 december 2000 en zijn uitvoeringsbesluiten.

2.1. Toegangsvoorwaarden

De toegangsleeftijd voor het halfijds brugpensioen wordt bepaald door de wet van 26 juli 1996 (art 26), het interprofessioneel akkoord van 22 december 2000 en zijn uitvoeringsbesluiten :

55 jaar en 25 werkjaren in loondienst.

2.2. Financiële voorwaarden

- De bijkomende vergoeding ten laste van de werkgever wordt berekend volgens de bepalingen van CAO nr. 55 van 13 juli 1993 en van de sectoriele collectieve arbeidsovereenkomst "Ondernemingsplan" van 15 juni 1994.
- De verloningsstructuur en de vertrekmodaliteiten worden conform de sectoriele CAO "Ondernemingplan" van 15 juni 1994 bepaald.

2.3. Vervangingsmodaliteiten

De vervanging van de bruggepensioneerde Arbeiders gebeurt conform de wettelijke bepalingen terzake. De overstap van een Arbeider naar het halftijds brugpensioen dient uiteraard rekening te houden met de organisatievereisten en met de halftijdse vervangingsmogelijkheden.

Risicogroepen

Artikel 9 - Alle partijen aan onderhavige overeenkomst zijn het eens de acties die in de sub-sector voorzien zijn verder te zetten, conform de bestaande akkoorden, met aanwending van 0,10 % van de loonmassa zoals aangegeven aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid tussen 1 januari 2001 en 31 december 2002.

IV. BEROEPSOPLEIDING

Artikel 10 - In het kader van de verbintenissen van het interprofessioneel akkoord 2001-2002 inzake beroepsopleiding, verbinden de ondernemingen van de sub-sector zich tot het leveren van inspanningen ten gunste van de opleiding ter hoogte van 1,6% van de aan de R.S.Z aangegeven bruto lonen voor de période 2001-2002.

Informatie en gedachtewisseling omtrent de opleidingsprogramma's en hun naleving gebeurt in de schoot van de ondernemingsraad.

De reeds bestaande initiatieven voor beroepsopleiding voor Arbeiders binnen de ondernemingen worden meegeteld voor het berekenen van voormeld percentage.

V. LOOPBAANONDERBREKING EN EINDE VANDE LOOPBAAN

Artikel 11- Uitvoering van het recht en de modaliteiten voorzien in CAO n° 77 van de Nationale Arbeidsraad, tot instelling van een systeem van tijdskrediet, loopbaanverminderingen halvering van de arbeidsprestaties. De uitoefening van dit recht zal rekening moeten houden met de

[Handwritten signatures and initials in the left margin, including 'L', 'M.B.', 'A', and several illegible signatures.]

organisatorische behoeften van het werk.

VI. TOENADERING VAN DE STATUTEN *arbeiders - bediening*

Opzeggingstermijn

Artikel 12 -

§1. In afwijking van de bepalingen van artikel 59 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten wordt wanneer de opzegging van de werkgever uitgaat, de opzeggingstermijn vastgesteld op :

ANCIENNITEIT	OPZEGGINGSTERMIJN
6 maanden tot < 5 jaren	35 dagen
5 jaren tot < 10 jaren	56 dagen
10 jaren tot < 15 jaren	84 dagen
15 jaren tot < 20 jaren	126 dagen
20 jaren tot < 25 jaren	168 dagen
25 jaren en meer	196 dagen

§2. In geval van conventioneel brugpensioen gelden de opzeggingstermijnen zoals bepaald in artikel 59 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

ANCIENNITEIT	OPZEGGINGSTERMUN
< 20 jaren	28 dagen
> 20 jaren	56 dagen

§3. Wanneer de opzegging van de werkmansluiting, gelden de opzeggingstermijnen bedoeld in artikel 59 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

ANCIENNITEIT	OPZEGGINGSTERMIJN
< 20 jaren	14 dagen
≥ 20 jaren	28 dagen

Ziekte

Artikel 13 - De dagelijkse vergoeding van de 31^{ste} dag tot en met de 365^{ste} dag wordt verhoogd naar :
- 2,48 Euro 5 dagenstelsel
- 2,06 Euro 6 dagenstelsel

De conventionele aanvulling aan het wettelijk vakantiegeld van 0,47 Euro per dag in een vijfdagenstelsel en van 0,40 Euro per dag in een zesdagenstelsel wordt afgeschaft.

Arbeidsongevallen

Artikel 14 - Het plafond van de bijkomende extra legale verzekering wordt verhoogd tot 42.141,90 Euro. De dagelijkse bijkomende vergoeding van 1,24 Euro aan de slachtoffers van een arbeidsongeval wordt afgeschaft vanaf de 1^{ste} januari 2001.

vanaf 1 januari 2001

VII. KOOPKRACHT

Basisloon

Artikel 15 - Op 1^{ste} januari 2001, worden de bruto basislonen met 0,3718 Euro verhoogd.

Ploegenpremies

Artikel 16 - De ploegenpremies worden berekend onder de vorm van een percentage van een referentieloon. Vanaf de 1^{ste} januari 2001 wordt de categorie H geïntegreerd in het referentieloon. Het referentieloon wordt als volgt gewijzigd :

Rekenkundig gemiddelde van de basisuurlonen van de categorieën 4 tot 7 en B tot H.

H.B.
1
[Handwritten signatures and notes]

Driemaandelijke premie

Artikel 17 - De driemaandelijke premie wordt opgetrokken van 86,76 Euro naar 111,55 Euro per trimester vanaf de 1^{ste} januari 2001.

Eindejaarspremie

Artikel 18 - De catégorie H wordt geïntegreerd in het referentieloon voor het berekenen van de eindejaarspremie.

Het referentieloon is vanaf de 1^{ste} januari 2001, het gemiddelde van de basisuurlonen van december berekend op basis van de categorieën 4 tot 7 en B tot H.

Vakbondspremie

Artikel 19 - De vakbondspremie voor de actieve arbeiders en de bruggepensioneerden wordt verhoogd van 104,12 Euro naar 116,51 Euro vanaf het jaar 2001.

Verplaatsingskosten

Artikel 20 - De vergoeding voor verplaatsingskosten tussen de woonplaats en het werk wordt opgetrokken van 0,99 Euro naar 1,49 Euro per begonnen werkdag.

VIII. CLASSIFICATIE

Artikel 21 - Het eigen karakter van beide groepen en van hun fabrieken rechtvaardigt een verschillende benadering van het punt.

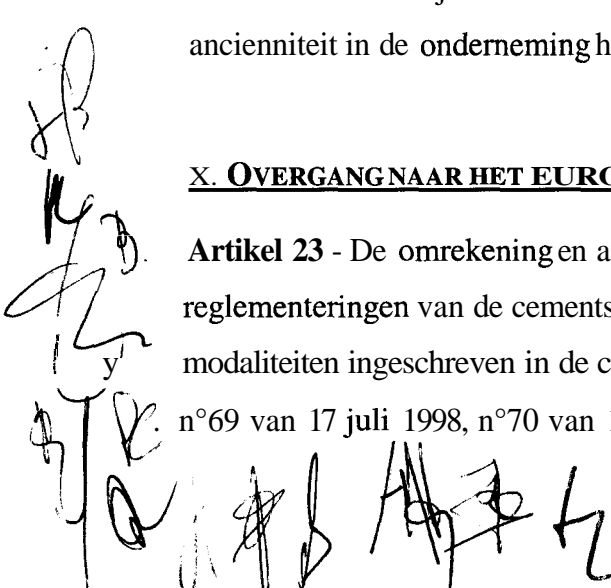
In elk fabriek wordt de mogelijkheid geboden een werkgroep rond het thema op te richten.

IX. ANCIENNITEITSVERLOFDAGEN

Artikel 22 - Een bijkomende verlofdag wordt gegeven voor de arbeiders die meer dan 30 jaar ancienniteit in de onderneming hebben.

X. OVERGANG NAAR HET EURO

Artikel 23 - De omrekening en afrondingen van de bedragen ingeschreven in de bundel van reglementeringen van de cementsector zullen op 31 december 2001 plaats hebben volgens de modaliteiten ingeschreven in de collectieve arbeidsovereenkomsten van de Nationale Arbeidsraad n°69 van 17 juli 1998, n°70 van 15 december 1998 en van 30 maart 2001.



Artikel 24 - De tabel hieronder herneemt in de eerste kolom de artikels of delen van artikels die betrekking hebben op de huidige collectieve arbeidsovereenkomst.

De tweede kolom herneemt de bedragen uitgedrukt in Euro en de derde kolom de bedragen uitgedrukt in Belgische frank die geldig zijn tussen de 1^{ste} januari 2001 en 31 december 2002.

ARTICLE 8		ARTICLE 8	
Prépension temps plein	EURO	BEF	Voltijds brugpensioen
1.2. Conditions financières			Financiële voorwaarden
59 à 65 ans	991,35 817,63	39.991 32.991	59 tot 65 jaar
58 ans	700,99	28.278	58 jaar
55 à 57 ans	696,08	28.080	55 tot 57 jaar
ARTICLE 13		ARTICLE 13	
Indemnité journalière maladie	EURO	BEF	Dagelijkse ziektevergoeding
ALINEA 1	2,48	100	Eerste lid
	2,06	83	
Complément conventionnel pécule de vacances	0,47	19	Conventionele aanvulling aan het wettelijk vakantiegeld
Alinéa 2	0,40	16	Tweede lid
Article 14		Article 14	
Accident du travail	EURO	BEF	Arbeidsongevallen
ALINEA 1	42.141,90	1.700.000	Eerste lid
Article 15		Article 15	
Pouvoir d'achat	EURO	BEF	Koopkracht
Alinéa 1	0,3718	15	Eerste lid
Article 17		ARTICLE 17	
Prime trimestrielle	EURO	BEF	Driemaandelijkse vergoeding
Alinéa 1	111,55	4.500	Eerste lid
Article 19		ARTICLE 19	
Prime syndicale	EURO	BEF	Vakbondspremie
Alinéa 1	116,51	4.700	Eerste lid
Article 20		ARTICLE 20	
Frais de déplacement	EURO	BEF	Verplaatsingskosten
ALINEA 1	1,49	60	Eerste lid

[Handwritten signatures and initials]

XI. VERLENGING VAN DE AKKOORDEN

Artikel 25 - De vorige akkoorden worden verlengd.

XII. SOCIALE VREDE

Artikel 25 - Zoals gebruikelijk in de sector, garandeert onderhavige overeenkomst de sociale vrede in de sector gedurende zijn looptijd. De syndicale organisaties verbinden zich ertoegeen bijkomende collectieve verzoeken in te dienen die een verhoging van de kosten zouden veroorzaken.

Opgemaakt te Brussel, op 17 mei 2001